



RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction Générale des Services

Dossier suivi par :
Marie-Caroline VALLON – Poste n°68 83

Monsieur Pierre DARTOUT
Préfet
Préfecture des Bouches du Rhône
Place Félix Baret
CS 80001
13282 MARSEILLE CEDEX 06

V/Réf : 533-2012PPRT/3
N/Réf : DATTE-D18-01462

Marseille, le 27 AOUT 2018

Objet : Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) du Pôle Pétrochimique de Berre sur les communes Berre-l'Etang et de Rognac

Monsieur le Prefet,

Par courrier du 4 juillet 2018, vous avez bien voulu me faire parvenir, en tant que membre associé, le projet de plan de prévention des risques technologiques du pôle pétrochimique de Berre, communes de Berre-l'Etang et de Rognac, tel qu'établi par vos services.

Compte tenu du délai de la consultation des Personnes et organismes associés (POA) et du calendrier des séances plénières, il n'a pas été possible d'émettre un avis qui fasse l'objet d'un vote.

Néanmoins, je tiens à porter à votre connaissance les remarques suivantes qui viennent en complément de celles que les services régionaux vous avaient proposées lors des réunions de travail préalables et que vous avez bien voulu intégrer. Je vous serais reconnaissant de faire figurer ces nouvelles remarques dans l'annexe relative à l'avis des POA.

Le PPRT prescrit des mesures foncières qui concernent 7 activités économiques, dont trois situées en zone d'expropriation, et 14 logements. Par ailleurs, 280 logements sont impactés par des phénomènes dangereux qui nécessitent la réalisation de travaux de protection.

Hôtel de Région
27 place Jules-Guesde
13481 Marseille Cedex 20
Téléphone : 04 91 57 55 30
Télécopie : 04 91 57 51 72
www.maregionsud.fr

1/3



Le Conseil régional, conformément à la loi du 16 juillet 2013, s'engagera au côté de l'Etat, de l'industriel et des autres collectivités percevant la CET à financer les dépenses liées aux mesures foncières et aux mesures de mise en sécurité de ces habitations.

A ce titre, il conviendra de disposer d'une estimation définitive par France Domaine du coût des mesures foncières afin que soit élaboré rapidement la convention correspondante et la mise en place d'un fonds de consignment géré par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Afin d'avoir une lisibilité du dispositif d'accompagnement des particuliers, la Région ne souhaite pas verser directement ses contributions financières aux particuliers, mais souhaiterait que soit examiné la mise en place d'un programme d'accompagnement tel que prévu dans la note de l'ANAH du 23 décembre 2015.

En effet, l'organisation d'un tel dispositif, au regard des retours d'expériences, présente de meilleures garanties dans la mise en œuvre des travaux par les particuliers, notamment suite à l'allongement du délai de réalisation des travaux tel que définis dans l'ordonnance du 22 octobre 2015.

La mise en place d'un guichet unique présenterait toutes les conditions favorables en matière d'optimisation et de mutualisation des moyens financiers et humains, qui seront nécessaires à l'instruction et au paiement de ces dossiers dans un souci de bonne gestion des fonds publics pour l'ensemble des partenaires financiers.

Par ailleurs, dans le règlement que vous nous avez soumis à notre analyse (titre I / Chapitre II / Article I.2.4 relatif aux principes généraux et définition), il est donné dans la définition des activités sans fréquentation permanente un certain nombre d'exemples. La rédaction de ceux-ci mériterait d'être précisée en remplaçant fermes photovoltaïques et éoliennes par « *ouvrages permettant la production d'énergie renouvelable: fermes photovoltaïques, solaire thermodynamique, éoliennes, réseaux de chaleur fatale ; et les équipements de stockage associés, ...* »

Cette rédaction permet d'élargir les possibilités de mobilisation économique du foncier situé en zones R et r et s'inscrit dans les ambitions soutenues par notre collectivité en matière de développement des énergies renouvelables pour tendre vers un territoire neutre en carbone.

Pour plus de précision dans le Titre II / Chapitre 5 aux articles II.5.1.2 alinéa d, II .5.2.2 alinéa b, II.6.1.2 alinéa d et II.6.2.2 alinéa b, la rédaction suivante semblerait plus précise « pour les logements *existants* ... ». Par ailleurs, dans ces mêmes articles, il est indiqué que la surface de plancher cumulée des annexes ne doit pas dépasser 50 m². Cette surface nous semble trop importante car elle peut faire l'objet d'une division avec le logement principal et permettre la création d'un logement supplémentaire. Nous souhaiterions que celle-ci soit ramenée à 35 m² qui est la SHON nette permise par la loi pour les habitations légères de loisirs.

Dans le règlement Titre IV, Chapitre 2, article IV.2.1, il est indiqué dans le secteur Minaude que la circulation sur la route d'accès à la gare est limitée à partir du passage inférieur sous les voies ferrées au bout du chemin de la Croix rouge, afin d'éviter la circulation de personnes en zone R. Cependant dans le Cahier de recommandation

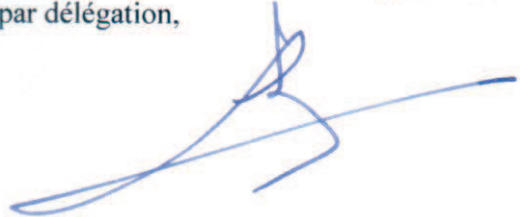
Chapitre 3 sur le même secteur, il est recommandé de réserver à la desserte locale le même passage.

Il semble qu'il y a contraction entre le règlement et le cahier de recommandations dans les effets recherchés en matière des personnes exposées. Il conviendrait dans cette logique de retenir la rédaction du règlement.

Enfin, je vous prie de noter que, dans le document vous avez bien voulu transmettre à mes services, il manque dans les annexes des comptes rendus des réunions des POA les listes des participants alors que celles-ci sont indiquées comme jointes dans le compte rendu.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes respectueuses salutations.

Pour le Président du Conseil régional et
par délégation,



Franck-Olivier LACHAUD

Directeur Général des Services